

Discours de Tony Blair à la Bourse polonaise (Varsovie, 6 octobre 2000)

Légende: Dans un discours prononcé à Varsovie le 6 octobre 2000, le Premier ministre britannique Tony Blair défend l'idée d'une Union européenne qui, restant une combinaison unique entre intergouvernementalisme et supranationalité, deviendrait une superpuissance faite d'États-nations égaux mais pas un super-État. À son avis, à la place d'une éventuelle Constitution européenne, il serait plus souhaitable de rédiger une déclaration de principes, ayant la fonction de charte de compétences, qui serait un document politique et non juridique.

Source: Discours du Premier ministre britannique, M. Tony Blair, à la Bourse polonaise (6 octobre 2000). [EN LIGNE]. [Bruxelles]: Commission européenne, [17.01.2005]. Disponible sur http://europa.eu.int/futurum/documents/speech/sp061000_fr.pdf.

Copyright: (c) Union européenne, 1995-2013

URL: http://www.cvce.eu/obj/discours_de_tony_blair_a_la_bourse_polonaise_varsovie_6_octobre_2000-fr-f8c765d9-ad33-4ce3-bfbe-7dd6d01141d7.html

Date de dernière mise à jour: 19/12/2013

Discours du Premier ministre britannique, Tony Blair, à la Bourse polonaise (Varsovie, 6 octobre 2000)

Mesdames et Messieurs,

Voici quelques semaines, vous avez célébré le vingtième anniversaire de cette révolution extraordinaire qui a donné naissance au mouvement Solidarité et par laquelle la Pologne avait été l'annonciatrice de la fin du communisme en Europe et de la fin de la guerre froide.

En ce moment même, une autre révolution est en cours. Ce que le peuple polonais a entamé, le peuple serbe l'achèvera: l'ouverture, pour la première fois dans l'histoire, de la perspective d'un continent européen uni dans la démocratie et la liberté.

À lui seul, Milosevic aura fait beaucoup de mal à la Serbie: trois guerres, des dizaines de milliers de morts, des millions de personnes déplacées. Des actes de barbarie que l'Europe n'avait plus connus depuis la Deuxième Guerre mondiale et dont elle a ressenti partout les effets.

Nous savons, vous et nous qui faisons partie de l'OTAN et qui avons opposé nos valeurs à Milosevic l'an dernier au Kosovo, de quoi il est capable. Plus vite il sera parti, mieux ce sera pour la Serbie, mieux ce sera pour l'ensemble de l'Europe.

À ce moment, lorsque la volonté du peuple serbe aura enfin été exaucée, nous devons être prêts à tendre la main à la Serbie démocratique et à l'accueillir dans la famille européenne des nations.

La Pologne a fait naître la vague des révolutions en Europe. Depuis, elle a su, avec nos partenaires dynamiques d'Europe centrale, se montrer critique face à la grande transition du communisme vers la démocratie. Je suis d'ailleurs ravi de la présence parmi nous aujourd'hui des Premiers ministres de Tchéquie et de Slovaquie et du ministre hongrois des affaires étrangères.

Le Royaume-Uni et la Pologne ont traversé côte à côte les moments décisifs de l'histoire de l'Europe. Le mois dernier, à l'occasion d'une cérémonie émouvante, nous avons inauguré à Londres une statue du général Sikorski, en hommage à ce grand patriote polonais.

En 1939, c'est l'invasion de la Pologne par Hitler qui a poussé la Grande-Bretagne à s'engager dans la guerre. Privé de sa patrie, le peuple polonais a lutté avec abnégation pour la libération de l'Europe occidentale, pour finalement voir le rideau de fer se fermer sur son pays.

S'exprimant à propos des pilotes qui ont si vaillamment et si courageusement défendu les derniers bastions de la résistance en Europe contre l'armada aérienne d'Hitler, Winston Churchill a déclaré que jamais un si grand nombre n'avait été autant redevable à un si petit nombre.

Parmi ce petit nombre, les pilotes polonais se sont distingués par leur courage, leurs compétences et leur idéalisme. Ils ont sacrifié leurs vies non pas pour défendre leur pays, mais pour défendre un idéal, celui d'une Europe libre.

Au sein des forces armées qui se battaient pour faire reculer le fascisme, les soldats polonais marchaient, luttèrent et moururent pour ce même idéal, aux côtés de leurs compagnons d'armes britanniques: dans la bataille de l'Atlantique, à Tobrouk, au mont Cassin, en Normandie. Ils figuraient aussi parmi les héros méconnus du *Special Operations Executive* et de l'opération Enigma, l'opération de renseignements la plus spectaculaire de la Seconde Guerre mondiale.

Peu de pays ont contribué davantage que le vôtre au renversement du fascisme et de la dictature soviétique en Europe. À présent, c'est à notre tour de vous accueillir dans l'Union européenne.

L'élargissement

L'Union européenne est aujourd'hui sur le point de concrétiser une des décisions les plus importantes de son histoire. L'élargissement à l'Est sera peut-être le plus grand défi qu'elle aura jamais eu à relever, mais je suis convaincu que ce défi lui ouvre des perspectives sans précédent.

À voir comment l'Union européenne a soutenu la paix et la démocratie tout au long de la reconstruction de l'Europe occidentale de l'après-guerre, nul ne peut douter des avantages qu'elle apportera à l'Europe de l'après-guerre froide et aux Balkans.

À voir combien la liberté des marchés a contribué à créer la richesse et la prospérité dans l'Union, nul ne peut douter des retombées que drainera l'ouverture d'un marché d'un demi-milliard de consommateurs.

Bien entendu, on peut toujours trouver de bonnes raisons pour retarder ce processus. Il y a ceux qui sont préoccupés par les implications que ces bouleversements fondamentaux entraîneront pour l'Union en général et pour eux en particulier. Il y a les agriculteurs, qui redoutent les conséquences de la PAC. Il y a ceux, et ils sont nombreux, qui craignent, à tort, que la liberté de circulation provoquera des déplacements massifs de population.

Je me permettrai d'être franc: sans l'élargissement, l'Europe occidentale continuera de vivre avec des menaces d'instabilité, de conflits et de migrations multiples au bord de ses frontières. Sans l'élargissement, le consensus politique qui sous-tend les réformes économiques et politiques dans les pays de transition les plus faibles risque de se fissurer.

Dans ce cas, nous serions tous perdants. C'est pourquoi nous ne pouvons plus accepter que l'on soutienne l'élargissement en paroles mais qu'on le retarde en actes.

J'affirme donc résolument que le dossier de l'élargissement doit progresser notablement sous la présidence suédoise. J'insisterai auprès des responsables politiques européens pour qu'ils s'engagent à mettre en place un cadre précis pour clôturer le plus tôt possible les négociations d'adhésion. Je souhaite voir les nouveaux États membres participer aux élections européennes de 2004 et siéger à la table de la prochaine CIG.

À vous, j'ajouterai ceci: les places ne sont pas réservées. Le billet d'entrée sera l'accomplissement des réformes. Mais nous souhaitons que la Pologne et un maximum de pays qui seront prêts fassent partie de l'Union européenne le plus rapidement possible.

Le Royaume-Uni et l'Europe

Le Royaume-Uni sera toujours un allié fidèle de toutes les démocraties européennes qui demanderont à adhérer à l'Union. Un allié fidèle qui exercera son influence au centre de l'Europe.

Il n'en a pas toujours été ainsi. La vérité m'oblige à dire que la politique britannique à l'égard du reste de l'Europe a été marquée pendant un demi-siècle par de grossières erreurs de jugement, des hésitations, des incompréhensions, parce que nous prenions nos désirs pour des réalités. Une politique émaillée par des éclairs de lucidité qui ne faisaient que souligner la frustration de nos partenaires par rapport à ce qui était la norme.

L'explication de cette attitude tient en quelques mots. Après la guerre, l'enjeu pour le Royaume-Uni se limitait tout à fait naturellement à empêcher la France et l'Allemagne d'en découdre à nouveau par les armes, et son rôle, au départ, s'est cantonné à celui d'un ami affable et bienveillant qui encourageait les deux ex-ennemis à travailler ensemble. Puis, il a constaté avec une inquiétude grandissante que les pays d'Europe ne se contentaient pas de travailler ensemble, mais qu'ils se dirigeaient de plus en plus vite vers une coopération institutionnelle qui allait devenir l'Union européenne. À la veille de chaque nouvelle étape de cette coopération, le Royaume-Uni se disait qu'elle n'allait jamais se concrétiser et restait en retrait... et pourtant cette étape se concrétisait bel et bien et nous mettait face au choix de nous intégrer ou de nous exclure.

Cette situation était compliquée par le fait que les autres grands acteurs avaient tous des raisons impérieuses (l'histoire, la proximité, la démocratie) de suivre le mouvement. Pour le Royaume-Uni, vainqueur de la Deuxième Guerre mondiale, principal allié des États-Unis, nation insulaire fière et indépendante (bien qu'avec beaucoup de sang européen dans nos veines), ces raisons existaient également, mais étaient moins absolument impératives.

Pour le reste de l'Europe aussi, les raisons d'intégrer le Royaume-Uni étaient moins contraignantes. J'ai lu cet été la biographie du général de Gaulle par Jean Lacouture, et j'ai compris clairement pourquoi nos amis français hésitaient à notre propos. Beaucoup de mes compatriotes pensent que c'était parce que de Gaulle était antibritannique. Rien n'est plus faux. Au contraire, il admirait le Royaume-Uni et il nous était reconnaissant de l'aide que nous lui avons apportée pendant la guerre. Mais il avait eu beaucoup de mal à rendre à la France sa dignité et son amour-propre, il se méfiait des Américains et il considérait le Royaume-Uni à la fois comme un cheval de Troie des États-Unis et comme un frein à l'indispensable consolidation de l'Europe, de sorte que, paradoxalement, bien qu'il fût plus proche du Royaume-Uni dans sa conception de l'Europe que de n'importe quel autre pays, il ne pouvait s'empêcher de nous faire barrage. Il y a quelque chose de très poignant à lire les comptes rendus de ses rencontres de 1963 avec Harold Macmillan, Premier ministre britannique parfois sous-estimé, qui a simplement perçu un peu tard le risque que courait notre pays en s'isolant de l'Europe.

Tout cela, c'est du passé, mais nous en supportons toujours le poids. Aujourd'hui, pourtant, il est temps d'aller de l'avant. Deux choses ont en effet changé. Du point de vue de l'Europe, le Royaume-Uni est un partenaire qui compte et n'est plus un boulet à tirer. Il possède une économie puissante, il joue un rôle de premier plan dans la politique étrangère et la politique de défense et ses institutions et sa stabilité politiques sont respectées. De plus, dans un monde qui devient de plus en plus intégré et où émergent de nouvelles puissances, nos liens avec les États-Unis ne sont plus seulement un atout britannique, mais un atout européen. Nous pouvons en quelque sorte être le trait d'union entre les États-Unis et l'Europe.

Du point de vue du Royaume-Uni, à mesure que l'Europe se consolide et s'élargit, il serait pour le moins étrange, voire suicidaire, de rester en dehors de l'alliance stratégique qui prend forme à nos portes. Cela ne signifie cependant pas que toutes les critiques à l'égard de l'Europe soient sans fondement, au contraire. Mais il serait totalement absurde de faire le procès des réformes d'une manière qui nous marginalise et nous isole (c'était pourtant la réalité dont nous avons hérité voici trois ans, malgré les efforts de John Major).

Pour le Royaume-Uni comme pour les pays qui attendent leur adhésion à l'Union européenne, être au centre du pouvoir en Europe est une condition indispensable pour exercer une certaine influence et une certaine autorité dans le monde. Nous pouvons choisir de ne pas y être, mais personne ne doute des conséquences qu'entraînerait ce choix. Il serait tout à fait irréaliste de les supposer bénignes. En ce qui me concerne, il ne fait pas le moindre doute que les liens que nous entretenons avec les États-Unis, d'une part, et avec l'Europe, d'autre part, se renforcent mutuellement.

À propos de l'adhésion du Royaume-Uni à la zone euro, j'ai dit que beaucoup d'arguments politiques plaident dans ce sens. Sans vouloir nier l'importance des enjeux politiques ou constitutionnels, j'estime que ce sont les arguments économiques qui doivent primer. L'Union est en effet économique avant tout, et ce serait une erreur d'entrer prématurément dans la zone euro pour des raisons purement politiques si les conditions économiques n'étaient pas satisfaisantes. Notre position est donc la suivante: nous sommes favorables à notre adhésion à la zone euro sur le principe mais, dans la pratique, il faut d'abord que les conditions économiques nécessaires soient remplies. Nous ne pouvons ni ne voulons hypothéquer la puissance économique du Royaume-Uni.

Un mot à présent à propos du Danemark. Le référendum organisé dans ce pays était important pour sa population, mais les autres pays doivent en tirer correctement les conclusions. Contrairement à ce que certains redoutent, les résultats de cette consultation n'auront aucun impact sur le soutien politique en faveur de l'élargissement, pas plus qu'ils n'affecteront la position du gouvernement britannique sur l'euro. Chaque pays doit se positionner à sa manière par rapport à la monnaie unique.

Ma conviction est sans ambiguïté: l'avenir du Royaume-Uni est et sera dans l'occupation d'un rôle moteur en Europe. À présent, j'en viens à l'avenir politique de l'Europe.

Une Europe démocratique plus grande et plus forte

À quel type d'Union européenne la Pologne veut-elle adhérer?

Pour paraphraser l'historien polonais Joachim Lelewel lorsqu'il a demandé « *Polska tak, ale jaka?* » (la Pologne, oui, mais quelle sorte de Pologne?), je pose aujourd'hui cette question: l'Europe, oui, mais quelle sorte d'Europe?

Le problème avec le débat sur l'avenir de l'Europe est que, si nous n'y prenons garde, nous risquons de nous empêtrer rapidement dans des complexités institutionnelles sans même nous poser la question essentielle de la direction que l'Europe doit prendre.

À ceux qui affirment que la nécessité de réformer les institutions communautaires est dictée par leur impression d'un essoufflement de l'Europe, je dois avouer que je trouve cet argument bizarre. En effet, l'union monétaire est actuellement le projet économique le plus ambitieux qui soit au monde, nous venons tout juste de commencer à façonner une politique commune de défense et nous nous préparons à réunifier l'Europe en étendant l'Union à treize nouveaux États membres et davantage encore à plus long terme. Ce ne sont donc pas les défis qui manquent.

Je ne vois pas non plus beaucoup de sens à opposer institutions européennes et coopération intergouvernementale. Nous avons besoin d'une Commission forte, capable d'agir indépendamment en usant de son pouvoir d'initiative, parce que ce mécanisme non seulement protège les petits pays mais aussi parce qu'il permet à l'Europe de passer outre les intérêts purement particuliers. Certes, tous les gouvernements, y compris celui du Royaume-Uni, peuvent parfois trouver gênants ces pouvoirs de la Commission. Sans eux, pourtant, le marché unique n'aurait jamais pu être mené à bien, et ce n'est là qu'un exemple. La Commission et le Conseil ont des rôles différents et en même temps complémentaires. Quant au Parlement européen, il est un élément vital de l'équilibre institutionnel de l'Union.

La nécessité de la réforme des institutions ne découle pas davantage de la crainte d'un immobilisme de l'Europe ni d'une volonté présumée de briser le délicat équilibre entre la Commission et les gouvernements. Non, elle résulte d'une préoccupation beaucoup plus fondamentale.

Le défi majeur que doit relever l'Europe est celui de s'adapter à une nouvelle réalité: celle de son élargissement et de son approfondissement simultanés. En d'autres termes, nous serons bientôt plus nombreux à essayer de faire davantage de choses.

La question n'est pas de savoir si nous allons réformer l'Europe, mais de quelle manière nous allons le faire pour qu'elle soit porteuse de réels avantages pour sa population, pour qu'elle s'attelle aux priorités que celle-ci voudrait la voir traiter, et pour la réformer en emportant l'adhésion de ses citoyens.

Actuellement, deux modèles opposés sont en présence. L'un est celui d'une Europe conçue comme une zone de libre-échange, à l'instar de l'ALENA en Amérique du Nord. Ce modèle a la préférence des conservateurs britanniques.

L'autre est le modèle fédéraliste classique, celui d'une Europe qui élirait le président de sa Commission et où le Parlement deviendrait le véritable organe législatif européen et le principal garant de la démocratie.

Le problème avec le premier modèle est qu'il ignore totalement ce que les citoyens attendent de l'Europe et qu'il est tout à fait irréaliste sur le plan politique. Une Europe dotée d'un marché unique et d'une monnaie unique ressentira tôt ou tard le besoin d'une coordination économique plus étroite. Et dans les négociations sur le commerce mondial et la finance internationale, elle sera plus forte si elle parle d'une même voix.

L'Europe devra agir uniformément dans des domaines tels que l'environnement, la criminalité organisée ou le contrôle de ses frontières extérieures. Elle aura parfois tout avantage à le faire dans celui de la politique étrangère et de sécurité, bien que ses États membres protégeront jalousement leurs propres intérêts. Et ce que ses citoyens attendent d'elle va bien au-delà du simple libre-échange: ils veulent une Europe prospère, sûre et puissante.

Dans un monde où les États-Unis ont le pouvoir qu'ils détiennent aujourd'hui, où de nouvelles alliances sont à forger avec nos voisins, comme la Russie, où émergent des nations en développement démographiquement fortes, comme l'Inde et la Chine, où le Japon n'est pas seulement une puissance économique mais un pays qui cherche à accroître son influence politique, où l'on assiste de plus en plus à la formation de puissants blocs régionaux, comme l'ANASE ou le Mercosur, les citoyens européens veulent une Europe forte et unie, une Europe capable d'être une puissance mondiale. Quel que soit son passé, l'Europe aujourd'hui ne peut plus se contenter d'être un continent de paix, elle doit projeter un pouvoir collectif. C'est une des raisons très nettes, hormis les motivations économiques, pour lesquelles les pays d'Europe centrale souhaitent y adhérer.

Donc, le modèle d'une Europe étriquée ne répond pas du tout aux aspirations des citoyens.

Cependant, l'Europe envisagée comme un super-État qui engloberait les nations dans une politique dominée par des institutions supranationales ne les rejoint pas davantage.

L'Europe souffre d'un déficit démocratique. Fort bien, mais nous pourrions passer des heures à essayer de concevoir une forme parfaite de démocratie européenne, nous n'y arriverions pas. Tout simplement parce que les sources essentielles de la démocratie en Europe sont les institutions nationales représentatives et directement élues: les parlements nationaux et les gouvernements.

Je n'exclus pas qu'un jour, l'Europe parvienne à se doter d'une administration démocratique forte mais, aujourd'hui, elle en est encore loin.

Ne nous leurrions pas: des nations, comme la Pologne, qui se sont tant battues pour devenir des États, dont les citoyens ont versé leur sang pour cette cause, ne vont pas renoncer si facilement à cette conquête. Nous devons respecter notre diversité culturelle et identitaire. C'est elle qui nous distingue en tant que nations.

L'Europe est une Europe de nations libres, indépendantes et souveraines, qui choisissent de mettre leur souveraineté en commun pour défendre leurs propres intérêts et l'intérêt général, sachant qu'elles peuvent aller plus loin ensemble qu'elles ne pourraient le faire seules. L'Union européenne restera cette combinaison unique entre intergouvernementalisme et supranationalité.

De par sa force économique et politique, cette Europe peut être une superpuissance, mais pas un super-État.

Abstenons-nous donc d'un débat abstrait sur les réformes institutionnelles et réfléchissons plutôt à la question concrète de savoir ce à quoi l'Europe devra servir. Que veulent ses citoyens? Qu'attendent-ils de nous? Nous devons aménager l'Europe et ses institutions en fonction des réponses à ces questions.

Comment allons-nous parachever le marché unique?

Comment allons-nous mener les réformes économiques indispensables? Comment allons-nous démanteler les aspects inutiles et inefficaces de la PAC?

Comment allons-nous rétablir le plein emploi?

Comment allons-nous nous doter d'une politique étrangère plus cohérente?

Comment allons-nous développer la capacité militaire dont nous avons besoin et sans laquelle la politique de défense restera une chimère?

Comment allons-nous lutter contre la criminalité organisée, l'immigration clandestine, le trafic de drogue?

Comment allons-nous protéger un environnement qui ne connaît pas de frontières?

Et, bien entendu, comment allons-nous empêcher l'Europe de se mêler de ce qui ne la regarde pas, de

poursuivre ses interférences qui lui valent de se mettre à dos jusqu'à ses plus ardents partisans?

Les problèmes que les citoyens européens ont avec l'Europe surgissent lorsque les priorités de celle-ci s'écartent des leurs. Cela, aucune réforme institutionnelle, dont l'enjeu dépasse d'ailleurs complètement les citoyens, ne pourra y changer quoi que ce soit.

Ce qu'il faut faire, c'est réformer l'Europe pour orienter son action autour des priorités de ses citoyens. Ceux-ci doivent pouvoir se rendre compte qu'ils s'approprient l'Europe, et non que l'Europe se les approprie, eux.

Voici quelles sont les réformes que j'estime nécessaires.

Mes propositions de réforme politique

Nous devons d'abord expliquer clairement aux citoyens quelles sont les politiques et les législations appliquées en leur nom.

Le Conseil européen, qui réunit tous les chefs de gouvernement, est l'instance de recours suprême des autres Conseils de ministres lorsqu'ils ne parviennent pas à aplanir leurs divergences. Il s'agit là d'une fonction cruciale, mais le Conseil devrait avant tout être l'organe qui fixe l'agenda de l'Union, car c'est la tâche qui lui est officiellement confiée par le traité de Rome. Cet organe se réunit tous les trois mois et trace effectivement la direction politique future de l'Europe, comme on l'a constaté à Luxembourg lors du sommet sur l'emploi, à Lisbonne lors de celui sur la réforme économique ou à Peortschach lors de celui sur la défense. Je voudrais proposer que ces sommets se déroulent d'une manière nettement mieux organisée et mieux structurée.

Le Conseil européen doit calquer son action sur celle des gouvernements, qui se présentent face à leur électorat et qui fixent leur programme pour plusieurs années. Nous devons en tout cas le faire dans tous les domaines cruciaux de la politique européenne: l'économie, la politique étrangère, la défense et la lutte contre la criminalité transfrontalière. Je propose que le Conseil européen détermine un programme annuel pour l'Europe.

Le président de la Commission, en tant que membre du Conseil, devrait participer à la fixation de ce programme, qui serait ensuite soumis aux chefs de gouvernement pour discussion, modification et approbation. Il devrait s'agir d'un programme législatif et politique clair qui précise la charge de travail des diverses formations du Conseil. La Commission conserverait son indépendance en tant que gardienne des traités et continuerait de formuler des propositions à ce titre. Au moins aurions-nous ainsi une orientation politique claire, un programme et un calendrier qui guideraient le travail de toutes les institutions.

Nous devrions également envisager de réformer le mode de fonctionnement des formations du Conseil, par exemple en instaurant des présidences collectives qui leur donneraient davantage de poids et de continuité, en recourant davantage à l'élection de la présidence de ces Conseils et de leurs groupes de travail, et en permettant au secrétaire général, M. Javier Solana, de jouer pleinement son rôle dans l'élaboration de la politique étrangère et de défense. Pouvons-nous en effet raisonnablement imaginer que dans une Europe de plus de vingt-cinq membres, chaque pays n'occupe la présidence que tous les douze ou treize ans? Il serait plus judicieux de créer des présidences collectives de deux ou trois pays, en dosant soigneusement les grands et les petits. De même, nous devrions concevoir un système qui permette d'effectuer le suivi et l'adaptation du programme de l'Union européenne plus fréquemment que lors des Conseils trimestriels.

Un débat important est également en cours à propos d'une éventuelle constitution européenne. J'estime à cet égard qu'en raison de la diversité et de la complexité intrinsèques de l'Union, sa « constitution » ne reste éparpillée entre les traités, les actes législatifs et les arrêts de la Cour de justice, comme au Royaume-Uni. Peut-être les Britanniques sont-ils justement plus à l'aise que les autres Européens pour affirmer qu'un débat constitutionnel dans une entité aussi dynamique que l'UE ne doit pas forcément déboucher sur l'élaboration d'un document consolidé et légalement contraignant...

Il serait à mon sens plus souhaitable et plus réaliste de rédiger une déclaration de principes qui nous permette de déterminer les matières qu'il vaudrait mieux traiter au niveau européen et celles qui pourraient rester du ressort des États membres – une charte de compétences, en quelque sorte. Elle permettrait également aux États de définir clairement les compétences qui pourraient être exercées par les régions. Cette déclaration de principes serait un document politique et non juridique et serait donc plus simple et plus accessible pour les citoyens.

J'estime aussi que le moment est venu d'impliquer plus étroitement des représentants des parlements nationaux dans ces matières, en créant une seconde chambre au sein du Parlement européen et en la dotant de la mission de superviser le travail de l'Union à la lumière de la déclaration de principes que je viens d'évoquer, et de contribuer à l'application de cette déclaration. Elle serait par là même un canal de décentralisation des pouvoirs. Alors qu'une véritable constitution devrait logiquement être soumise au contrôle d'une cour constitutionnelle européenne, la déclaration de principes pourrait, elle, faire l'objet de la supervision de cet organe politique démocratiquement élu que serait la deuxième chambre du Parlement européen, un organe plus dynamique que statique qui permettrait de modifier la mise en œuvre de cette déclaration sans devoir systématiquement passer par des amendements juridiques complexes. Je précise que cette deuxième chambre ne serait pas compétente pour débattre de la législation communautaire, car il s'agit là du travail du Parlement européen. Cette chambre pourrait aussi exercer un contrôle démocratique de la politique étrangère et de défense commune.

Ces réformes ne suffiront cependant pas à faciliter la prise de décision dans l'Europe élargie. Je ne pense pas qu'une Commission de trente membres, ou presque, soit viable à long terme. La taille de la Commission est un problème que la Conférence intergouvernementale devra résoudre, mais je crains, à voir les inquiétudes de certains États, que les temps ne soient pas encore mûrs pour cela. Nous devons néanmoins trouver une solution un jour ou l'autre à ce problème, de même que nous devons revoir le système de pondération des votes au sein du Conseil. Cela aussi, c'est un impératif démocratique auquel la CIG devra s'atteler.

Par ailleurs, l'efficacité décisionnelle dans l'Union élargie nécessitera des coopérations renforcées. Je ne vois pas d'inconvénient à ce que se forment des groupes d'États membres désireux d'aller plus loin ensemble dans certaines matières, à condition qu'ils ne se transforment pas en noyaux durs en se dotant de leur propre ligne politique et de leurs propres institutions d'où les autres pays seraient exclus. Ces groupes devraient permettre à d'autres États de les rejoindre à tout moment.

Sur ce point, je partage entièrement l'avis du Premier ministre belge, Guy Verhofstadt, lorsqu'il affirme que les coopérations renforcées doivent être un instrument devant consolider l'Union de l'intérieur et non un instrument d'exclusion. Elles ne doivent pas être un prétexte pour saper le marché unique ou d'autres politiques communes. De solides garde-fous sont nécessaires, et ils existent déjà dans les traités actuels. Il s'agit d'empêcher que se forme une Europe à plusieurs vitesses, où des règles différentes s'appliqueraient à certains et pas à d'autres, où les droits de ceux qui ne participeraient pas à ces coopérations seraient préjudiciés, où les pouvoirs de la Commission en tant que gardienne des traités se trouveraient hypothéqués. Le Parlement européen doit pouvoir exercer un contrôle sur ces coopérations renforcées, dès le moment où elles se décident et pendant leur fonctionnement.

À l'intérieur d'un cadre cohérent tracé par le Conseil européen, ces coopérations pourraient être les plus efficaces dans les deux principaux domaines d'extension de la politique européenne: le développement d'une politique étrangère et de sécurité et la lutte contre la criminalité transfrontalière. Sur ce plan, l'action de petits groupes de pays pourrait profiter à tous les autres. C'est d'ailleurs ce qui s'est passé avec l'accord de Schengen, la différence étant que nous devons désormais, dès le départ, opérer dans le cadre des traités européens et non en dehors. L'Italie et l'Allemagne ont déjà suggéré de mener des opérations policières communes aux frontières extérieures de l'Union. Ce type de coopérations entre des pays qui cherchent à atteindre des objectifs convenus par tous et dans l'intérêt de tous devraient devenir monnaie courante.

Conclusion

Nous devons doter l'Union européenne de fondements politiques solides, ancrés dans les États-nations démocratiques, avec un même souci pour l'efficacité et la démocratie. La Pologne en est consciente, puisque sa population a choisi la voie de l'Union européenne pour accéder à ce qu'elle souhaite: la prospérité, la sécurité et la puissance. Nous construisons une Europe faite de partenaires égaux les uns par rapport aux autres et servie par des institutions qui doivent être à la fois indépendantes et responsables. Nous voulons une Europe sans barrières nationales, mais où les spécificités nationales peuvent continuer à s'exprimer, où les États mettraient un grand nombre de leurs politiques en commun tout en conservant leurs identités distinctives.

L'Union européenne est le plus vaste partenariat économique et politique qui soit au monde entre des États démocratiques. Elle est riche de perspectives pour l'Europe et les peuples de l'Europe. Union constituée de démocraties, elle dispose de tous les atouts pour garantir la paix sur notre continent, pour y créer une prospérité sans précédent et pour s'imposer comme une force puissante de valeurs démocratiques dans le reste du monde.

Avec l'appui des nouvelles démocraties qui se préparent à adhérer à l'Union, nous avons la mission de créer une Union qui réponde aux aspirations de ses citoyens, qui soit proche d'eux, transparente et facile à comprendre, soutenue par ses nations et ses régions, une Union dont la vision de la paix s'accorde avec sa vision de la prospérité.

Bref, l'Union devra être un continent civilisé uni pour contrer la barbarie et la violence, uni dans son souci de créer l'égalité pour tous, uni dans sa foi en la justice sociale, un continent qui soit une superpuissance, mais pas un super-État, une entité économique forte grâce au marché unique le plus vaste de la planète, à l'intensification de la concurrence, à une main-d'œuvre adaptable et bien formée, à un climat propice pour les entreprises de toutes tailles. Enfin, l'Europe devra être un continent civilisé s'appuyant sur une défense commune, sur des valeurs fortes, sur la justice sociale, sur la richesse et la diversité de ses cultures.

Les pays qui sont représentés ici ont souffert plus que la plupart des autres au nom de la liberté. Je souhaite que vous partagiez le plus rapidement possible les réussites de l'Union européenne et que vous deveniez nos partenaires sur un pied d'égalité. C'est ainsi que nous construirons la nouvelle Europe, dans le cadre des réalités nouvelles que je viens d'esquisser.

Je vous remercie.